

Louis GILL

Économiste, professeur retraité du département de science économique, UQÀM

(6 février 2008)

“La paix indésirable.
Contribution à une table ronde
sur le militarisme”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Louis Gill, économiste québécois

Économiste, professeur retraité du département de science économique, UQÀM

“La paix indésirable. Contribution à une table ronde sur le militarisme.”

Chicoutimi : Université du Québec à Chicoutimi, Conférence prononcée mercredi soir, le 6 février 2008, dans le cadre de la Semaine des sciences humaines.

Louis GILL est économiste et professeur retraité du département de sciences économiques de l'UQÀM où il a œuvré de 1970 à 2001. Tout au cours de cette carrière, il a eu une activité syndicale active. Il a publié plusieurs ouvrages, sur la théorie économique marxiste, l'économie internationale, l'économie du socialisme, le partenariat social et le néolibéralisme, ainsi que de nombreux essais et articles de revues et de journaux sur des questions économiques, politiques, sociales et syndicales.

[Autorisation formelle accordée par l'auteur le 6 février 2008 de diffuser cette conférence dans Les Classiques des sciences sociales.]



Courriel : gill.louis@uqam.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 12 février 2008 à Chicoutimi,
Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.



Table des matières

[Introduction](#)

[Une bouée de sauvetage contre la récession](#)

[Le fondement économique des dépenses militaires](#)

[La paix indésirable](#)

[« *L'arme la plus puissante de l'économie* »](#)

[Les attentats du 11 septembre 2001 : l'alibi « providentiel »](#)

Louis Gill

Économiste, professeur retraité du département de science économique, UQÀM

**“La paix indésirable.
Contribution à une table ronde sur le militarisme”.¹**

Chicoutimi : Université du Québec à Chicoutimi, Conférence prononcée mercredi soir, le 6 février 2008, dans le cadre de la Semaine des sciences humaines.

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Cette réalité globale qu'on appelle la mondialisation, celle des marchés et de la finance, est au cœur des préoccupations d'aujourd'hui. Il ne faut jamais oublier que le militarisme en est une composante incontournable. Toute l'histoire du 20^e siècle en témoigne, avec ses deux guerres mondiales et la multitude de conflits armés qui l'ont marquée. La suprématie économique et politique, pour s'affirmer et s'imposer, a toujours reposé sur la suprématie militaire.

Après l'effondrement en 1991 de l'Union soviétique, seule concurrente sérieuse de la suprématie militaire états-unienne pendant les quarante années de « guerre froide » qui ont suivi la Deuxième Guerre mondiale, des idéalistes pouvaient croire que les dépenses militaires mondiales allaient diminuer, que la course aux armements était termi-

¹ Condensé et mise à jour de « La guerre en Afghanistan et en Irak : « lutte contre le terrorisme » ou imposition de la superpuissance militaire des Etats-Unis ? », publié dans le *Bulletin d'histoire politique*, vol. 13, no 3, printemps 2005, p. 219-236 (téléchargeable à partir du site internet [Les Classiques des sciences sociales](#)). Cet article est la version française d'une contribution à un ouvrage collectif intitulé *Incontornável Marx*, publié au Brésil sous la direction du professeur Jorge Nóvoa par EDUBA/Editora UNESP, Salvador de Bahia et São Paulo, 2007.

née. Une étude réalisée par une équipe de chercheurs du FMI publiée en 1996², faisant le constat d'une réduction des dépenses militaires depuis la chute du mur de Berlin, annonçait que le monde allait enfin « *toucher les dividendes de la paix* ».

Si une réduction draconienne des dépenses militaires avait effectivement été observée dans les pays de l'ex-URSS et dans ses ex-satellites, pays dévastés par la crise économique et l'effondrement de la planification centrale, cette réduction, pour les pays capitalistes industrialisés, était dix fois moindre que celle de l'ex-URSS. Au même moment, pour ce qui est des États-Unis, loin de parler d'une réduction à venir de leurs dépenses militaires, on en prévoyait plutôt une augmentation fulgurante qui s'explique d'abord par la détermination de ce pays à imposer sa loi partout dans le monde, mais aussi par le coût croissant, voire exorbitant d'armes reposant sur une technologie de plus en plus avancée.

Il est utile de rappeler les propos exprimés à cet égard en 1996 dans la revue états-unienne *Challenge* par Franklin C. Spinney, qui a œuvré pendant plusieurs années en tant qu'ingénieur au service du Pentagone³. Malgré la fin de la Guerre froide, écrivait-il, en lieu et place d'une réduction des dépenses militaires, il faut plutôt prévoir, à long terme, une explosion de ces dépenses, qui constituent une véritable bombe à retardement ! « *La bombe budgétaire va détonner, dit-il, lorsque les armes qui sont présentement au stade de la recherche et du développement seront produites au début du prochain siècle* ». Nous y sommes maintenant et sommes en mesure de constater qu'il aura vu juste.

² Sanjeev Gupta, Jerald Schiff et Benedict Clements, « Worldwide Military Spending 1990-95 », Document de travail no 96/64 du FMI, 1^{er} juin 1996, dont les conclusions ont été reproduites dans le numéro du 10 juin 1996 du *Bulletin du FMI* sous le titre « Chute des dépenses militaires : le monde touche les dividendes de la paix ».

³ Franklin C. Spinney, « Defense Time Bomb : F22/JSF Case Study. Hypothetical Escape Options », *Challenge*, juillet-août 1996, p. 23-33.

La justification d'une telle augmentation allait être fournie par les attentats du 11 septembre 2001 à New York et Washington. Trois mois après le déclenchement de sa « guerre contre le terrorisme » en Afghanistan, le président Bush annonçait que cette guerre était loin d'être terminée. Après avoir évoqué l'hypothèse d'interventions militaires dans divers pays soupçonnés d'abriter des organisations terroristes, il désignait explicitement l'Iran, l'Irak et la Corée du Nord comme des cibles éventuelles d'une intervention militaire des États-Unis. Pour démontrer le sérieux de ses intentions, il annonçait la plus forte augmentation des dépenses militaires depuis les années 1980, sous la présidence de Ronald Reagan, une hausse de 15 % par rapport à l'année précédente. À la faveur de la guerre déclenchée contre l'Irak en mars 2003, ce budget était porté à 480 milliards (4 % du PIB) en 2004, puis à 530 milliards (5 % du PIB) en 2006 et à 585 milliards (4 % du PIB) en 2008.

Une bouée de sauvetage contre la récession

[Retour à la table des matières](#)

« Notre pays est en guerre, notre économie en récession... Pourtant, l'état de notre Union n'a jamais été aussi solide », a dit le président Bush en introduction de son *Discours sur l'état de l'Union* le 29 janvier 2002. La guerre des États-Unis « contre le terrorisme » aura appris à quiconque pouvait encore en douter ce que signifie cet « *état de l'Union plus solide que jamais* ».

En avertissant le monde que cette guerre allait se poursuivre longtemps, Bush déclarait qu'il entendait lutter avec la même détermination pour surmonter la récession économique qui frappait alors la principale puissance économique mondiale, la première dans laquelle les États-Unis étaient plongés depuis dix ans. Les deux objectifs sont loin d'être indépendants. Une relance des dépenses militaires se pré-

sentait en effet comme la bouée de sauvetage à laquelle faire appel une fois de plus pour combattre cette récession. Il ne faut pas oublier en effet que chaque crise qu'a connue l'économie mondiale au cours du vingtième siècle n'a pu être surmontée que par la relance des dépenses militaires, par le recours à l'économie d'armement, à l'économie de guerre ou à la guerre elle-même.

En fournissant un débouché sûr à la production militaire, les dépenses militaires apportent une garantie étatique au profit des fournisseurs militaires et par ricochet au taux de profit moyen de l'ensemble de l'économie. Elles permettent l'utilisation de capacités de production et de main d'œuvre sous-utilisées. Elles agissent comme un stimulant de la demande globale, de la recherche technologique avancée et de l'innovation industrielle qui en découle. Les secteurs de la sidérurgie, de l'électronique, de l'aérospatial, des micro-ordinateurs, pour ne citer que ceux-là, en sont des exemples vivants.

Le rôle du militarisme comme facteur de l'accumulation capitaliste se manifeste par ailleurs en tant qu'il réalise de manière permanente la fonction essentielle de destruction de valeurs par laquelle les crises périodiques « assainissent » l'économie, restructurent le capital et lui assurent des conditions de rentabilité restaurées, nécessaires à la reprise.

Le fondement économique des dépenses militaires

[Retour à la table des matières](#)

Même lorsqu'elles apparaissent comme dictées par des impératifs strictement politiques, les dépenses militaires ont un fondement économique. La guerre et sa préparation en régime capitaliste ont toujours eu pour origine les rivalités économiques, la guerre commerciale, la lutte pour la conquête des marchés, pour l'accès aux ressour-

ces et le partage des zones d'influence. La « course aux armements » qui, pendant la période de la Guerre froide, a marqué les relations entre les pays de l'OTAN et ceux du Pacte de Varsovie, et au premier titre les relations entre les États-Unis et l'URSS, était certes l'expression d'une rivalité politique entre pays de régimes différents. Mais ce qui fondait cette rivalité politique, ce sont les conditions économiques de l'accumulation du capital à l'échelle mondiale.

L'intérêt vital du capital est de préserver les meilleures conditions de son accumulation dans le monde entier et de les rétablir là où elles ont été supprimées. La « course aux armements », était un moyen de la poursuite de cet objectif, et sans même qu'une guerre effective ne soit jamais déclenchée.

Aucun critère moral ne peut guider l'analyse dans l'appréciation de la spécificité des dépenses militaires. Il ne s'agit pas de savoir si la formidable accumulation de moyens de destruction à laquelle elles conduisent est rationnelle ou non du point de vue des besoins de la population ou des intérêts de l'humanité. Sous ce rapport, la réponse est négative et immédiate. Elles détruisent vies humaines et forces productives. Elles sont une menace pour la survie même de l'humanité. Elles impliquent un immense gaspillage de ressources qui pourraient être utilisées à d'autres fins, etc. Du point de vue du capital cependant, et non plus du point de vue des besoins de la population, il en est autrement. Du point de vue du capital, les dépenses militaires ont une rationalité. Le capital a besoin du militarisme, qui stimule son accumulation même s'il est simultanément pour lui une dépense parasitaire.

La paix indésirable

[Retour à la table des matières](#)

Parmi les nombreuses études sur le rôle du militarisme, il y en a une se distingue par le caractère tranché, dramatique et lucide de ses conclusions. Elle est le résultat de recherches menées aux États-Unis dans le plus grand secret, dans les années 1960, par une équipe constituée de stratèges militaires et de chercheurs issus des disciplines les plus diverses, sélectionnés dans les grandes universités états-uniennes. Le rapport final, qui devait demeurer secret, a été rendu public par à un de ses membres, l'économiste John Kenneth Galbraith. Il a été publié en français sous le titre *La paix indésirable? Rapport sur l'utilité des guerres*⁴. Les conclusions principales de l'étude sont les suivantes :

- la guerre (prise au sens large, c'est-à-dire incluant la production militaire en temps de paix) offre le seul système digne de confiance pour « *stabiliser et contrôler* » les économies nationales ;
- elle est la source de l'autorité politique qui assure la stabilité des gouvernements ;
- elle est sociologiquement indispensable pour assurer le contrôle de « *dangereuses subversions sociales et des tendances destructrices anti-sociales* » ;
- elle remplit une fonction malthusienne indispensable;
- elle fournit « *la motivation fondamentale et la source des progrès scientifiques et techniques* ». (p. v et vi)

⁴ Chez Calmann-Lévy, en 1968, 212 pages.

Pour ces raisons, conclut l'étude, la paix est « *indésirable* ». Il n'est pas dans l'intérêt de la société de parvenir à la faire régner. Le militarisme permanent est une institution favorable à la prospérité nationale (p. 14-15).

Au-delà des fonctions visibles de la guerre (attaque, défense, dissuasion, etc.), il y a les fonctions invisibles, implicites, qui font de la guerre ou de sa préparation « *la force dominante de nos sociétés* ». Parmi elles, en premier lieu, les fonctions économiques, comme « *l'utilité sociale manifeste du gaspillage militaire* », c'est-à-dire de la destruction pure et simple de ressources et les rôles de « *balancier* » ou de « *pare-chocs* » permettant de compenser les contractions susceptibles de se produire dans le secteur privé, et de stimulant des progrès industriels, de la croissance du PIB et de l'emploi, etc.

L'organisation d'une société en guerre, ou en vue de la possibilité de la guerre, précise l'étude, est par ailleurs indispensable à la stabilité intérieure des structures politiques des sociétés, à la reconnaissance imposée de la légitimité du pouvoir en place (p. 100-103).

On comprendra facilement que les moyens politiques de la « *stabilité interne* » du pays, sont précisément ceux qui visent à préserver les rapports économiques existants entre le travail salarié et le capital et à assurer à ce dernier le maintien des conditions les meilleures de sa fructification.

Nous retrouvons ici une vieille idée, exprimée à travers l'histoire par divers auteurs, de Machiavel dans [*Le prince*](#), publié en 1513, à George Orwell dans *1984*, publié en 1949. Dans le système de domination du « collectivisme oligarchique » imaginé par Orwell, les populations d'Eurasia, Estasia et Oceania sont maintenues dans une soumission totale à l'oligarchie, dans un état permanent d'activité de guerre. La guerre y a une fonction vitale de destruction massive de ressources ainsi détournées des besoins de la population, et d'étouffement de sa révolte potentielle par une propagande omniprésente.

sente dont l'objectif est de la convaincre d'une menace permanente venant d'un monde extérieur dont elle est complètement isolée.

Rappelons aussi cette phrase célèbre de Jean Jaurès, militant et dirigeant socialiste français du début du 20^e siècle (1859-1914) assassiné le 31 juillet 1914 : « *Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage* ».

« L'arme la plus puissante de l'économie »

[Retour à la table des matières](#)

En augmentant de 60 % les dépenses militaires des États-Unis en cinq ans (de 330 milliards en 2002 à 530 milliards en 2006), George Bush rééditait l'exploit de Ronald Reagan de 1981 à 1985. La revue états-unienne *Business Week* du 21 octobre 1985 commentait alors cette importante relance dans un article intitulé « *Pentagon's spending is the economy's biggest gun* » (Les dépenses du Pentagone sont l'arme la plus puissante de l'économie). Après trois années d'une reprise économique marquée par la plus grande incertitude, expliquait la revue, « *les économistes comptent sur une constante pour faire marcher l'économie : les dépenses militaires* ». Cinq ans plus tard, le 2 juillet 1990, la même revue publiait un article intitulé « *Who pays for peace ?* » (Qui doit payer pour la paix ?), expliquant que « *lorsque la paix éclate* » (when peace breaks out), *les plus sombres perspectives apparaissent à l'horizon pour la santé de l'économie et l'emploi* (with peace comes a lot of pain). Et le risque de voir la paix « *éclater* » était alors effectivement réel pour une économie avide d'activité militaire.

La réduction des tensions entre l'Est et l'Ouest, amorcée en 1985 par les négociations en vue de la réduction des stocks d'armes nucléaires et conventionnelles et précipitée par les profonds bouleversements dans les pays d'Europe centrale et orientale et en URSS à partir de

1989, supprimait toute justification à la traditionnelle course aux armements engagée à l'époque de la Guerre froide. Il fallait trouver une nouvelle justification à l'escalade militaire et celle-ci n'a pas tardé à se présenter avec la première guerre, menée en 1991 par George Bush père, contre l'Irak, sous le prétexte de libérer le Koweït. Les raisons profondes de cette intervention dans le Golfe arabo-persique, étaient bien sûr l'accès au pétrole et le contrôle de son prix. Mais il y avait aussi pour les États-Unis la nécessité d'affirmer et de consolider leur position de leader du monde.

Les attentats du 11 septembre 2001 : l'alibi « providentiel »

[Retour à la table des matières](#)

Le pas majeur franchi dans la poursuite de cet objectif est la riposte aux attentats terroristes du 11 septembre 2001. À la faveur de ces attentats, le concept même de « défense nationale » était élargi pour inclure une nouvelle dimension d'une importance significative, celle de la « sécurité nationale ». Un Département de la sécurité nationale doté d'un énorme budget a été créé en 2002 et coexiste désormais avec le Département de la défense créé à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Pour assurer la sécurité nationale, le président Bush annonçait en juin 2002 l'intention des États-Unis de recourir, « si nécessaire », à des interventions militaires préventives contre leurs adversaires. Cette préoccupation malade à l'égard de la sécurité nationale est vouée à jouer un puissant rôle de promotion du développement des technologies de l'information et des communications dont les évidentes retombées industrielles étaient appelées à restimuler un marché boursier qui avait été dévasté par l'effondrement en mars 2000 de la bulle de la « nouvelle économie », celle précisément des valeurs technologiques.

La conséquence de l'ensemble de ces décisions : une importante reprise des dépenses militaires mondiales qui ont augmenté de 11 %

en 2003 par rapport à 2002 pour atteindre les 1 000 milliards de dollars. Ce montant atteignait 1 200 milliards en 2006, soit 2,5 % du Produit mondial brut (48 000 milliards). Les États-Unis, avec des dépenses militaires de 530 milliards en 2006, comptent alors pour près de la moitié (47 %) des dépenses mondiales, alors que leur PIB (14 000 milliards) représente environ 30 % du Produit mondial brut. Ces 530 milliards de dépenses représentent 3,6 % de leur PIB, un pourcentage équivalent à celui de 1995, mais inférieur aux 38 % du PIB au cours des trois dernières années de la Deuxième Guerre mondiale, aux 12 % du PIB au cours de la guerre de Corée, aux 9 % du PIB au cours de la guerre du Vietnam et aux 6 % du PIB de l'époque Reagan. Suivent, loin derrière, la Grande-Bretagne, la France, le Japon, la Russie et la Chine, qui comptent chacun pour environ 4 % des dépenses militaires mondiales. Pour la France et la Grande-Bretagne, cela équivaut à un peu moins de 2 % de leur PIB en 2007, soit environ la moitié des 3,6 % des États-Unis.

Tout compte fait, les événements du 11 septembre 2001 et le faux prétexte des armes de destruction massive en Irak deux ans plus tard ont été un alibi « providentiel » pour les faucons états-uniens dirigés par le président Bush. Ils leur ont redonné à la fois un adversaire à combattre *hic et nunc* et la justification d'une nouvelle relance des dépenses militaires et d'un puissant redéploiement de leur intervention à travers le monde.

Aujourd'hui, sept ans plus tard, les États-Unis sont toujours en guerre « contre le terrorisme » et la récession est de nouveau à leur porte. Dans son dernier discours sur l'état de l'Union, prononcé le 28 janvier 2008, le président Bush a réitéré sa détermination à poursuivre sa double guerre, déclarée en 2001, contre ces deux fléaux. Il s'y engage toutefois dans un contexte où la situation géopolitique et géoéconomique est d'ores et déjà engagée dans un processus de modification profonde. Les États-Unis en effet ne sont déjà plus la puissance hégémonique qu'ils ont été pendant toute la période de l'après-Deuxième Guerre mondiale. Ils sont désormais un des pôles constitu-

tifs centraux de l'échiquier mondial, toujours le plus puissant, mais ils ne sont plus le seul.

Des bouleversements économiques majeurs sont en effet irrémédiablement engagés qui tendent à déplacer le centre de gravité de l'économie mondiale vers l'Asie, comme résultat de la concurrence des bas salaires, de la délocalisation, de l'accumulation d'excédents commerciaux et de réserves de devises dans les pays « ateliers » du monde, qui en viennent à financer les déficits de la puissance surendettée que sont les États-Unis. L'émergence économique de pays comme la Chine, l'Inde, la Russie et le Brésil a également propulsé leur influence politique et provoqué un déclin relatif de celle des États-Unis, d'autant plus que ces nouvelles influences s'appuient sur la construction de puissances militaires qui, à terme, deviendront de sérieuses rivales au même titre que le Japon. Le tout se déroule par ailleurs dans le cadre d'une crise financière mondiale qui a été déclenchée au cours de l'été 2007 par l'éclatement de la bulle immobilière aux États-Unis et le développement fulgurant, au cours de la décennie précédente, du crédit privé sous la forme de capital fictif échappant à toute régulation, dont les conséquences potentielles plausibles pourraient être d'une ampleur considérable.

Dans ce contexte général, il ne faut pas être devin pour prévoir que faute de changements politiques radicaux, qu'on ne voit pas poindre à l'horizon, le monde est voué à connaître une intensification de la course aux armements.

Fin du texte